

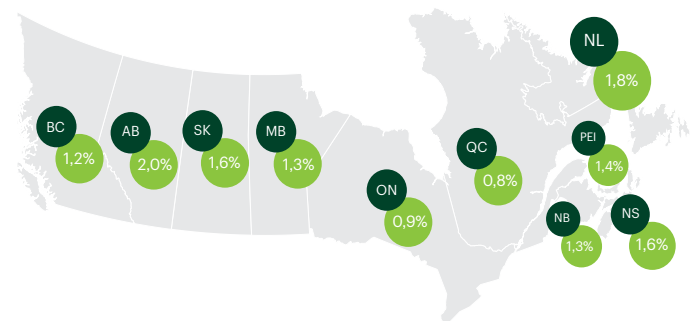
Perspectives économiques provinciales

Facteurs défavorables et tensions

18 mars 2026

- L'économie canadienne s'oriente vers une année de croissance modeste en 2026. À l'échelle provinciale, les producteurs d'énergie comme l'Alberta, la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador et la Colombie-Britannique devraient inscrire des rendements supérieurs. La hausse des prix de l'énergie constituera un défi pour les importateurs de pétrole comme l'Ontario et le Québec, car elle s'accompagnera de nouveaux obstacles s'ajoutant aux frictions commerciales avec les États-Unis. La hausse des coûts de l'énergie pèsera également sur de nombreuses provinces de l'Atlantique à court terme, où l'énergie représente une part plus importante du budget des ménages.
- Une hausse rapide des prix du pétrole soutiendra à court terme les revenus des producteurs et des gouvernements en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador. Nous ne prévoyons pas de croissance importante des prix des autres produits de base, mais les prix toujours élevés devraient soutenir la production et les investissements continus.
- La récente décision de la Cour suprême des États-Unis annulant les droits de douane instaurés en vertu de l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA) est un avantage net pour le Canada. Les droits de douane sur les exportations non visées par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique ont été réduits, passant de 35% à 10%, ce qui diminue légèrement les taux tarifaires effectifs dans toutes les provinces. Des provinces comme le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique continueront de faire face à des difficultés commerciales pour ce qui est des produits visés par les droits de douane en vertu de l'article 232 (acier, aluminium, bois d'œuvre et automobiles).
- La période des budgets provinciaux de 2026 a commencé, l'Alberta, le Nouveau-Brunswick, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse ayant déposé leurs plans budgétaires. Les thèmes comprennent les déficits persistants, l'alourdissement du fardeau de la dette, l'accent continu mis sur les investissements en capital et une progression beaucoup plus lente des gains associés aux dépenses de programmes après cette année. En particulier, la plus récente enquête sur les intentions de dépenses en immobilisations a révélé une solide croissance des investissements gouvernementaux en Ontario, au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard, tandis que d'autres provinces tirent profit d'investissements passés.
- Le début d'année plutôt tranquille sous-tend une révision à la baisse des prévisions des ventes de propriétés et des prix moyens des propriétés au Canada. L'Ontario et la Colombie-Britannique connaissent de fortes baisses, la demande accumulée étant généralement restée sur la touche. Par ailleurs, le marché de l'Alberta a rapidement retrouvé son équilibre. Ailleurs, les marchés sont plus serrés, mais plusieurs facteurs défavorables, comme le ralentissement de la croissance démographique et des marchés de l'emploi, devraient freiner les hausses de prix à l'avenir.
- Il est attendu que la croissance de l'emploi ralentisse d'un océan à l'autre en 2026. Parallèlement, les limites imposées par le gouvernement fédéral sur le nombre de nouveaux arrivants réduisent la croissance de la population active. C'est particulièrement le cas dans des provinces comme l'Ontario et la Colombie-Britannique, où les taux de chômage provinciaux resteront à la baisse tout au long de l'année malgré de modestes gains d'emplois.

Prévisions de croissance des PIB réels provinciaux (2026)

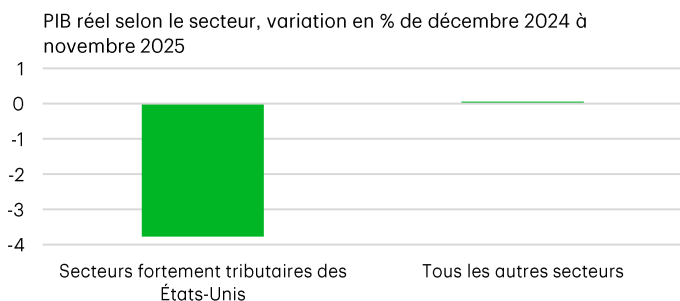


Source: Services économiques TD. Prévisions en date de mars 2026.

Les données mensuelles sur le PIB par secteur donnent à penser que l'économie du Québec s'est contractée au quatrième trimestre de l'an dernier, ce qui a clôturé une année 2025 houleuse, mais globalement faible. Les frictions commerciales avec les États-Unis en sont la cause évidente, car le PIB des secteurs qui dépendent fortement des États-Unis, comme ceux de la fabrication et du transport, a diminué de 4 % (dans l'ensemble) de décembre 2024 à novembre 2025 (voir le graphique 1). Les droits de douane ont eu des répercussions négatives, les expéditions vers les États-Unis ayant reculé de 7 % l'an dernier, dans la foulée des droits de douane qui ont fortement frappé les industries comme celles de l'aluminium, du cuivre et du bois d'œuvre. La modeste fin de 2025 laisse entrevoir un ralentissement au début de cette année, et ce facteur sous-tend la révision à la baisse de nos prévisions de croissance annuelle moyenne du PIB réel pour 2026.

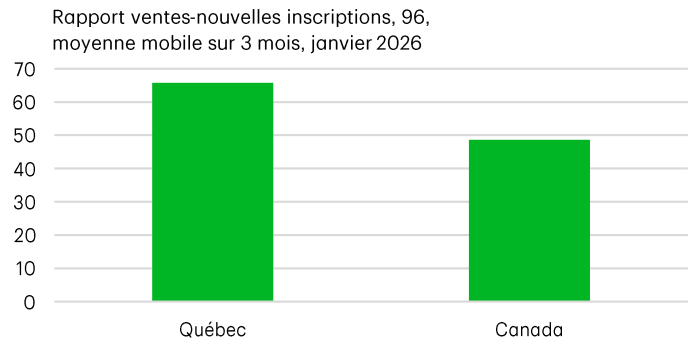
Le secteur manufacturier de la province devrait connaître une autre année calme, bien que nous prévoyions une certaine amélioration par rapport à 2025, en raison des solides perspectives de croissance aux États-Unis et du fait qu'une année a passé depuis le début de la guerre commerciale au Québec. À cet égard, le Québec a réussi à diversifier ses exportations à l'extérieur des États-Unis, les expéditions ailleurs dans le monde ayant augmenté de 8 % l'an dernier. Nous avons également intégré une croissance plus modérée des dépenses publiques cette année, conformément à la mise à jour budgétaire de novembre, et nous prévoyons que le secteur de la construction stim-

Graphique 1 : Les frictions commerciales avec les États-Unis pèsent lourdement sur le Québec



Source : Gouvernement du Québec et Services économiques TD. Les secteurs fortement tributaires des États-Unis sont les suivants : mines + agriculture/foresterie/pêche/chasse + fabrication + commerce de gros + transport/entrepôtage

Graphique 2 : L'équilibre serré entre l'offre et la demande devrait soutenir la hausse des prix des propriétés au Québec



Source : ACI et Services économiques TD.

ulera moins le PIB, car la construction résidentielle y contribue moins après une année 2025 énorme, et les intentions de dépenses pour les édifices non résidentiels sont faibles, selon l'enquête sur les dépenses en immobilisations de février.

Compte tenu de ces facteurs défavorables à la croissance et de l'incertitude économique élevée, la croissance de la consommation a ralenti. Toutefois, les dépenses de détail ont surpassé celles des autres régions au deuxième semestre de l'an dernier. Étant donné que les ménages sont relativement peu endettés, que le gouvernement provincial a récemment instauré un modeste allègement fiscal pour les ménages, que les salaires ont connu une bonne croissance et que les taux d'épargne élevés pourraient offrir une protection financière, cette bonne performance pourrait se prolonger à court terme. Selon certaines mesures, l'embauche était plus forte au Québec que dans le reste du Canada, malgré une croissance économique inférieure. Cet écart n'est probablement pas durable, mais le ralentissement de la croissance des embauches devrait ouvrir la voie à un ralentissement de la croissance des dépenses au deuxième semestre. Les faibles gains en matière d'emploi devraient également limiter la demande de logements, ce qui devrait freiner la croissance des prix des logements, après une hausse de 8 % en 2025. Cela dit, les prix devraient encore augmenter à un rythme raisonnable cette année dans un contexte d'équilibre serré entre l'offre et la demande (voir le graphique 2).

Annexe

Prévisions Économiques : Québec			
[Taux de variation moyen annuel, sauf indication contraire]			
Indicateurs économiques	2025	2026P	2027P
PIB réel	1.0	0.8	1.6
PIB nominal	4.4	3.7	2.8
Emplois	1.7	-0.3	0.3
Taux de chômage (%)	5.6	5.6	5.4
Mises en chantier (milliers d'unités)	59.2	54.6	51.8
Prix moyen de revente des maisons	8.2	6.0	4.2
Ventes de maisons existantes	7.7	-0.5	3.0

Sources : Statistique Canada, SCHL, ACI, prévisions des Services économiques TD.

Prévisions Économiques Provinciales																		
Les Provinces	PIB réel (variation, %)			PIB nominal (variation, %)			Emplois (variation, %)			Taux de chômage (moyenne, %)			Mises en chantier (milliers d'unités)			Prix de revente des maisons (variation, %)		
	2025	2026P	2027P	2025	2026P	2027P	2025	2026P	2027P	2025	2026P	2027P	2025	2026P	2027P	2025	2026P	2027P
National	1.7	1.1	1.7	4.3	4.1	3.0	1.4	0.2	0.5	6.8	6.6	6.3	258.2	236.4	222.2	-1.4	-0.3	2.7
Terre-Neuve-et-Labrador	3.9	1.8	1.0	5.7	5.0	2.3	-0.2	0.9	-0.4	10.2	10.3	11.1	1.6	1.6	1.5	8.3	5.5	3.3
Île-du-Prince-Édouard	2.0	1.4	1.6	4.2	4.3	3.0	1.0	2.2	0.4	8.0	7.9	8.0	1.7	1.4	1.3	2.5	3.9	3.5
Nouvelle-Écosse	1.6	1.6	1.2	4.2	4.5	2.5	0.3	0.3	0.4	6.6	7.0	6.8	9.7	6.9	6.6	5.5	4.7	3.9
Nouveau-Brunswick	1.5	1.3	1.3	4.1	4.2	2.3	1.3	0.9	0.1	7.1	7.2	7.4	7.6	6.6	4.5	5.6	2.9	3.7
Québec	1.0	0.8	1.6	4.4	3.7	2.8	1.7	-0.3	0.3	5.6	5.6	5.4	59.2	54.6	51.8	8.2	6.0	4.2
Ontario	1.4	0.9	1.8	4.1	3.9	3.0	1.0	-0.2	0.5	7.7	7.4	7.0	65.2	61.5	59.4	-4.1	-4.0	0.3
Manitoba	1.3	1.3	1.6	3.9	4.1	3.1	1.7	0.9	0.8	5.9	5.6	5.2	7.9	6.4	6.3	5.5	4.9	4.1
Saskatchewan	2.6	1.6	2.0	5.2	4.1	3.3	2.5	0.7	0.6	5.2	5.2	5.1	6.1	5.0	5.0	8.6	6.4	5.1
Alberta	2.5	2.0	2.1	4.3	4.9	3.0	2.8	2.3	0.7	7.2	6.6	6.3	55.0	49.5	43.0	3.9	4.0	4.3
Colombie-Britannique	1.9	1.2	1.8	4.6	4.2	3.3	1.1	-0.3	0.6	6.2	6.0	5.6	44.1	43.1	42.8	-2.7	-1.2	1.9

Sources : Association canadienne de l'immeuble, SCHL, Statistique Canada, Services économiques TD. Prévisions des Services économiques TD, mars 2026

Pour toute demande des médias, veuillez contacter Oriana Kobelak au (416) 982-8061

Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.